

## Ngounié/département de la Douya-Onoye/Mouila/Formation et recyclage du personnel de santé

### Vers la relance des travaux de l'école de santé ?



Les bâtiments administratifs...



... les laboratoires...

Félicien NDONGO  
Mouila/Gabon

UNE mission de la direction générale de la Planification, des Infrastructures et des Équipements du ministère de la Santé, conduite par son premier responsable, Martin Essono, vient de séjourner à Mouila, chef-lieu de la province de la Ngounié. Le DG et sa suite se sont rendus à l'ancienne école provinciale de formation d'action sanitaire et sociale, sise au quartier Moukounza, dans le 1er arrondissement. Objectif : faire une nouvelle évaluation dans la perspective d'une réhabilitation des lieux par le gouvernement.

Et, plus de dix ans après que ces installations ont été abandonnées, il ne fallait pas s'attendre à mieux. Tant la nature qui a horreur du vide, y dicte désormais sa loi avec la



... et les dortoirs nécessitent de gros moyens pour leur remise en l'état.

formation d'une végétation sauvage, visible dès que l'on accède au site. Les principaux bâtiments comprenant la direction, les salles de classes, l'amphithéâtre, les dortoirs et les logements des responsables administratifs, se sont complètement détériorés avec le temps. Ce, malgré la présence de quelques squatteurs qui se sont établis dans quelques compartiments, conférant ainsi à l'ancienne école de santé

les signes d'une présence humaine. En fait, tout ou presque, est à refaire, au regard de l'état de vétusté des installations. Cette mission était d'autant plus importante qu'il y a quelques années déjà, une société commise à la tâche avait démarré les travaux de réhabilitation à hauteur de 30%. Mais, pour des raisons techniques liées au financement desdits travaux, ils ne sont pas allés à leur terme.



Les membres de la délégation, dont le DG Martin Essono (milieu).

Martin Essono a estimé que dans l'immédiat et au regard des travaux d'Hercule qui s'annoncent, il est impérieux d'abord de rendre compte à la tutelle afin d'élaborer une feuille de route devant permettre leur relance. « Le principal pour nous, c'est de rouvrir cette école de formation de santé et aller étape par étape », a-t-il fait savoir. C'est cette volonté affichée par la tutelle de rouvrir ce lieu de formation et de re-

cyclage du personnel de santé qui a justifié la présence de partenaires sociaux dans la délégation. Ces derniers ayant manifesté leur disponibilité d'accompagner le gouvernement dans la réalisation de ce projet. « Nous demandons d'un commun accord qu'une commission soit mise en place de manière à permettre la relance de la formation, à travers la réactualisation et/ou réha-

bilitation des écoles de santé de Mouila, Franceville et Makokou. Pour qu'ensemble, nous puissions, dans le sens des soins de qualité et d'un personnel beaucoup plus apte, répondre aux attentes des populations », a déclaré le leader de l'Union du personnel de santé et assimilés (Upsa), Joël Ondo Ella. Et son collègue Serghes Mickala Moundanga du Syndicat national des personnels de santé (Synaps), dont c'est la cinquième visite des lieux, de renchérir, sceptique : « Je viens ici aujourd'hui avec un sentiment de doute. Est-ce une énième visite ? Ou une volonté affichée par les décideurs pour que cette école reprenne du service ? Et pourtant le président de la République, lors du conseil présidentiel de santé avait recommandé au département de la Santé de faire en sorte que toutes ces écoles s'ouvrent au moins l'année prochaine ! ».

## ... et vie des entreprises/Société des brasseries du Gabon (Sobraga)/Consommation

### L'eau de source " Akewa " présentée aux Molvillois

FN.  
Mouila/Gabon

La promotion de cette eau s'est faite au cours d'une dégustation organisée sur l'esplanade de la Société des brasseries du Gabon, à l'usine de Mouila. En présence des autorités et de certains Molvillois venus pour la circonstance, auxquels des packs d'eau ont d'ailleurs été distribués gracieusement.

APRES la ville d'Oyem, le tour est revenu, dernièrement, au chef-lieu de la province de la Ngounié, Mouila, de recevoir la caravane "Akewa". Une nouvelle marque d'eau de source naturelle "made in Gabon", mise en bouteille

par la Société des brasseries du Gabon (Sobraga), à Libreville, et qui a fait l'objet d'une présentation auprès de nombreux Molvillois, par des représentants de la société. C'est le directeur de l'exploitation par intérim, Michel Dieu, qui s'est chargé de faire découvrir aux autorités locales (préfet de la Douya-Onoye, maire central), ainsi qu'aux directeurs et chefs de services provinciaux et à de nombreux consommateurs, les spécificités de ce produit conditionné dans des packs de 6 bouteilles d'une capacité de 1,5 l chacune. Dans l'ensemble, l'on a pu noter que la marque Akewa, qui signifie "merci" dans une langue gabonaise, est une eau naturellement



L'assistance pendant la présentation des représentants de la Sobraga.

pure qui a son équilibre avec des analyses caractéristiques mg/l. "Elle est légère et exceptionnellement digeste", ont indiqué les responsables marketing de la Sobraga. Stéphane Ngwa a révélé que cette eau est

captée dans une nappe souterraine située à 200 mètres de profondeur sur le site d'Owendo, au sud de Libreville. La profondeur de la nappe et les caractéristiques du sol, a-t-il précisé, offrent une protection

maximale à cette réserve souterraine d'eau pure. De plus, elle s'est lentement enrichie de nombreux minéraux essentiels. Mise en bouteilles à la source, sa pureté et sa qualité microbiologique sont contrôlées chaque jour en laboratoire, d'après les experts. Ainsi, contrairement aux eaux minérales naturelles de haute qualité produites au Gabon, la marque "Akewa", sans établir une quelconque comparaison avec Andza - Sobraga détient le monopole dans la production -, est une "eau de source naturelle" déjà certifiée Iso 9001. Vendue à 400 francs l'unité sur toute l'étendue du territoire national, Akewa est sans conteste l'eau de source

naturelle accessible à toutes les couches de la population. Ce prix unique fixe étant homologué par la direction générale de la Concurrence et de la Consommation (DGCC), il revient donc à cette administration, a indiqué le promoteur du produit, de veiller au respect strict de cette législation, afin d'éviter toute spéculation susceptible d'entraîner la flambée du prix. Signalons qu'à la suite de cette sortie de lancement, plusieurs équipes de jeunes vacanciers se sont ébranlés dans les zones à forte affluence pour y promouvoir le nouveau produit de consommation, déjà apprécié et adopté par nombre de ménages locaux.